

## MASCARA

## Mezaoura, la fin de l'isolement

**Le lieudit Mezaoura, rattaché à la commune de Hacine dans la wilaya de Mascara, fut l'une des premières agglomérations à être réhabilitée. C'était vers la fin de l'année 1998.**

Aujourd'hui, ce sont 22 familles qui y vivent dont certaines avaient déjà bénéficié d'une aide financière de l'Etat dans le cadre de la reconstruction de la zone sinistrée.

D'autres au nombre de 3, ont émigré à l'aide à l'habitat rural. Il faut dire que depuis le retour de ces familles, la situation a changé. Déjà, à l'époque, les éléments de la garde communale étaient confrontés à un problème de transport pour la question de la logistique.

Lors de notre passage à Mezaoura ce dimanche dernier, nous avons constaté que les choses ont évolué avec l'installation du détachement qui jouit de toutes les commodités. La sécurité était bien sûr la priorité, et à la faveur de celle-ci, l'on a réoccupé les lieux. Kaddour Mezouar est quelque peu le représentant du douar et il nous

conte Mezaoura. L'électrification rurale a été réalisée depuis longtemps alors que l'Aep ne semble pas constituer un gros problème du moins pas en hiver.

Quelques perturbations apparaissent quand des fuites d'eau sont enregistrées comme c'était le cas ces jours-ci, donc il y a moins de pression et l'eau ne peut arriver jusqu'à Mezaoura. «Il nous montre le château d'eau d'une capacité de 50m³. Nous avons aussi une salle de soins», nous affirme notre interlocuteur qui ajoutera que celle qui assurait son fonctionnement résidait à Mezaoura.

Lors du passage de quelques écoliers, nous avons remarqué que le tablier est de rigueur. C'était midi trente et les cours n'avaient pas encore repris. A proximité de l'école, nous apercevons une

vieille connaissance à côté de son véhicule. «J'attends la fin des classes pour rentrer sur Hacine avec ma fille. Celle-ci enseigne à Mezaoura avec un autre collègue».

Son parent n'a pas le choix et emprunte ce tronçon quotidiennement en l'absence de liaisons pour cause de route impraticable.

Nous visitons l'une des deux salles de classe où sont pris en charge une quinzaine d'élèves environ. Nous sommes surpris par l'état des lieux et les cours sont dispensés dans de bonnes conditions alors que le chauffage fonctionne également.

L'enseignante nous signale un déficit en manuel pour une certaine matière sinon, dira-t-elle «nous arrivons à assumer notre mission». Difficile tout de même pour une jeune fille dans un lieu coupé du reste de la commune, la revendication principale est la réhabilitation de ce tronçon de route de plus de sept kilomètres qui a été

l'une des préoccupations au plus haut niveau de la wilaya de Mascara. Nous nous déplaçons parfois à dos de mulets, avoue M. Mezaour. Ici, on vit bien sûr de l'élevage et de l'agriculture et autour de nous, nous réalisons que certaines terres sont travaillées avec la culture de petits pois et pois chiches.

En contrebas, apparaissent de nouvelles constructions du côté de Bekahma. La fin du calvaire est annoncée pour 2008 puisque le directeur des travaux publics de la wilaya nous informera que la réhabilitation du chemin communal devrait être lancée incessamment puisque l'entreprise devant réaliser les travaux est déjà connue.

C'est l'année de la providence que celle de 2008 pour Mezaoura, nous avions aussi appris que des élèves qui fréquentaient le CEM à Hacine avaient interrompu leur scolarité.

M. Meddeber

## ALGER

## Les habitants de la cité Kaïdi 3, Bordj-El-Kiffan, en colère

**«Isolés, marginalisés par les autorités locales», les habitants du lotissement (du n° 96 au 124) de la cité Kaïdi 3, Bordj-El-Kiffan, s'insurgent contre l'indifférence des pouvoirs publics devant la dégradation de leur cadre de vie depuis plusieurs années.**

En effet, ladite cité qui a été intégrée en 1989, au plan urbanistique de la commune de Bordj-El-Kiffan, n'a pas été concernée par le programme de raccordement au réseau d'assainissement opéré en 2003.

A cela s'ajoute l'inexistence des commodités vitales à l'exemple de l'éclairage public et du revêtement des routes. De ces désagréments,

les habitants en ont ras-le-bol. Des requêtes qui se sont transformées en plaintes auprès de l'APC de Bordj-El-Kiffan, n'ont eu aucun effet. La réponse du président de l'APC est identique à chaque fois : «pas d'enveloppe budgétaire allouée pour ce lot». Aujourd'hui, les habitants de la cité Kaïdi 3 sont en colère. Ils redoutent l'arrivée de la saison estivale. Une saison où toutes sortes de maladies prolifèrent et où les moustiques font des ravages. Une période où les relents des fosses sceptiques asphyxient l'atmosphère de tout le lotissement.

A quel saint se vouer ? A qui doit-on faire appel pour que les élus locaux daignent réagir ? Comment peut-on laisser des familles entières livrées à elles-mêmes ? Les habi-

tants sont choqués par l'inertie du président de l'APC. Ce dernier ne fait son apparition qu'en cas d'élections et ensuite il disparaît. Et c'est tout naturellement que les habitants de la cité Kaïdi 3 ont adressé à notre rédaction une pétition et une lettre adressées au ministre de l'Intérieur et des collectivités locales dans l'espoir de voir leurs démarches aboutir. «Nous habitons juste en périphérie de la capitale.

C'est parce que nous avons peur pour nos enfants. C'est comme si notre quartier n'existait pas dans la cartographie de l'APC». Voilà comment des dizaines de familles sont contraintes de subir les débordements des fosses sceptiques sous le nez des élus locaux.

S. H.

## BORDJ-BOU-ARRERIDJ

## Un professeur agressé en pleine salle

**Ce qui s'est passé à l'établissement moyen Abdelkader-Drici, sis au centre-ville, dimanche dernier, aux environs de 9h, est digne d'un spectacle de boxe.**

En effet, selon des témoins oculaires, un parent accompagné de ses trois enfants, dont l'un est scolarisé au CEM en question et qui avait un problème avec son professeur de mathématiques, s'était déplacé pour se faire justice lui-même.

Commencant d'abord par s'attaquer avec sa propreté au concierge qui

essayait de s'introduire à l'intérieur de l'établissement avant de passer à la salle où se trouvait l'enseignant visé avec une cinquantaine d'élèves.

Là, l'irréparable se produit en présence des petits innocents qui s'étaient contentés d'assister impuissants à ce spectacle de violence des quatre individus qui agressaient impi-

toyablement leur professeur. «Nous avons été terrorisés par la violence de ces personnes qui tapaient violemment notre professeur devant nous», dira une collégienne. Selon une source autorisée, la victime souffre de nombreuses lésions aux yeux et à la nuque.

De plus, elle a perdu deux dents sous l'effet des coups de poing.

En soutien à leur collègue, professeurs et autre personnel du CEM ont observé un arrêt de cours

d'une demi-journée. Pour apaiser les esprits, l'inspecteur d'académie et le syndicat d'entreprise se sont déplacés sur les lieux pour tenir une réunion avec l'administration du collège tout en promettant de trouver une solution au problème.

Poursuivis en justice et par le professeur et par l'établissement, les agresseurs devraient répondre de leur méfait devant la justice.

Saâdène Ammara

## SIDI-BEL-ABBÈS

## ATTEINTE

## À L'ENVIRONNEMENT

## Les écologistes montent au créneau

Un magnifique bosquet, véritable parure, situé pas loin de la cité où résident les membres de l'exécutif de Sidi-Bel-Abbès, a connu à la fin de la semaine dernière un massacre que les amoureux de la nature ont décrié avec véhémence.

En effet, suite à une invasion des aigrettes dans le site en question et aux désagréments (excréments) qu'elles entraînent, il a été décidé de couper et d'élaguer les pins d'Alep centenaires qui faisaient la beauté des lieux. Sur les 30 arbres, 5 ont été fortement élagués, alors qu'un sixième a été carrément coupé. Sitôt cette opération entamée, les écologistes ont réagi pour sauver le reste du bosquet. Le P/APC et le conservateur des forêts se sont rendus sur les lieux pour trouver une solution à ce problème récurrent pour les habitants. D'aucuns, et notamment les Verts se demandent si, en procédant à l'abattage des arbres pour faire fuir les aigrettes, qui posent problème depuis fort longtemps, on ne ferait pas que transposer le problème ailleurs. Ils suggèrent qu'à situation exceptionnelle, solution exceptionnelle qui consiste à faire diminuer le nombre de ces volatiles. La solution ne se trouve pas dans la disparition de leur biotope, nichoir de cette espèce, qui est l'arbre, car ainsi le problème localisé aura tendance à se transposer et à s'étendre à d'autres cités de la ville. N'y aurait-il pas une solution judicieuse au cours de la bataille contre les chiens errants qui sera incessamment menée ? Les chasseurs pourraient mener une opération combinée, préconisée certains, en procédant à l'abattage des chiens errants et la traque de ces oiseaux pour diminuer l'espèce qui, au contraire des pigeons dont la chair est appréciée par beaucoup, n'est que source de désagréments.

## BIR-EL-HAMAM

## Des milliers de pigeons y ont élu domicile

Les pigeons ont depuis toujours élu domicile dans la région de Bir-El-Hamam, dans le sud de la wilaya de Sidi-Bel-Abbès. Et si l'on se réfère à son nom, elle serait le lieu de prédilection de ces volatiles. Si dans un passé récent, ils ne posaient pas de problèmes au vu de leur nombre assez réduit, ils sont actuellement des milliers à envahir la région rendant le quotidien des habitants insupportable.

Leurs excréments jonchent les artères de la localité malgré les opérations de nettoyage répétées. Les pigeons sont partout et prolifèrent d'une manière inquiétante. Ne trouvant mieux pour les faire fuir, les habitants ont installé des boîtes de conserve sur les toits de leurs maisons et les ont reliées à un fil qu'ils font actionner plusieurs fois par jour pour les empêcher de s'installer. Si les habitants ont trouvé dans cette manière un moyen de décourager les pigeons, il n'en demeure pas moins que la solution pourrait se trouver entre les mains des autorités locales qui pourraient mener des opérations de chasse de ces oiseaux devenus envahissants.

## SIMULATION DE VOL

## DE PENSIONS DE RETRAITE

## Un facteur arrêté

Les services de police ont, dans la journée du 3 février, arrêté un facteur accusé d'avoir simulé une agression et un vol pour dérober la pension des retraités qu'il était chargé de payer à ces derniers. Dans la journée du 2 février dernier, l'accusé, répondant aux initiales M. A., âgé de 23 ans, s'est présenté au niveau du centre de santé pour recevoir des soins après avoir été «agressé» à l'arme blanche à la cuisine.

Aussitôt après, il s'est dirigé vers la 11<sup>e</sup> Sûreté urbaine pour déposer plainte contre trois supposés individus dont il a donné le signalement qui l'auraient agressé et délesté de la pension des retraités qui s'élève à neuf millions six cent mille centimes. Les services de sécurité qui ont déclenché une enquête ont retrouvé sur les lieux un couteau à la manche brisée. Un témoin interrogé a déclaré que c'est le facteur lui-même qui a prétendu avoir été blessé et volé par trois individus. La police, soupçonneuse, a poussé plus loin ses investigations. En effet, elle a découvert que tout n'était que simulation, puisque lors de la perquisition du domicile du facteur, 7 millions 300 mille centimes y ont été retrouvés bien dissimulés. Le mis en cause a été arrêté et déferé dans la journée d'hier devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès, a-t-on appris auprès de la cellule de communication.

## ACCIDENT À CHETOUANE

## 4 blessés graves

Dans l'après-midi du 3 février, un accident s'est produit sur le chemin de wilaya n°16 dans la localité de Chetouane impliquant deux véhicules légers qui se sont violemment heurtés. Quatre personnes gravement blessées ont été acheminées vers l'hôpital de Benbadis.

A. M.